

Pouvoir d'emprunt

Des voix: Bravo!

Mme Sparrow: La situation économique déplorable du Canada s'explique surtout par le fait que le gouvernement précèdent a refusé de s'occuper des vrais problèmes. Au lieu de s'attaquer à la racine du mal, il ne s'est intéressé qu'aux symptômes pendant trop longtemps. En même temps, il a laissé la situation financière de notre pays se détériorer et la dette augmenter.

Par ses interventions excessives et ses règlements trop nombreux, le gouvernement précédent a substitué au jugement des citoyens celui des personnalités politiques et des auteurs de règlements. Notre gouvernement croit au contraire que les Canadiens souhaitent produire et innover et qu'ils sont capables d'engendrer une croissance nationale très supérieure à celle de la dernière décennie.

Notre but est d'établir un cadre politique favorisant l'expression de la créativité des Canadiens afin qu'ils puissent se préparer un meilleur avenir. Notre politique permettra aux jeunes d'être productifs et ouvrira de nouveaux horizons aux travailleurs plus âgés.

Le Canada est le seul grand pays qui a la chance d'avoir des débouchés suffisants pour permettre des économies d'échelle importantes. Pour favoriser la croissance par les échanges commerciaux, nous devons accroître et renforcer nos débouchés à l'étranger dans toute la mesure du possible.

Le Canada est une grande nation commerçante. Nous ne devons pas nous intéresser seulement aux États-Unis, mais aussi aux marchés des pays du Pacifique. Les Canadiens ne saisissent pas toute l'importance du fait que le Japon soit devenu une superpuissance économique et le pôle du développement dans la région du Pacifique. Nous devons concentrer nos efforts dans cette région. Par ailleurs, nous devons tenir compte de l'évolution des échanges commerciaux, de la technologie et des institutions économiques. Le rôle d'Investissement Canada sera double. Nous devons considérer les investissements japonais, et d'ailleurs tous les investissements étrangers, comme un facteur de développement économique au Canada. Notre pays a besoin d'une croissance économique stable.

Le déficit et le taux de chômage diminueront grandement si l'économie canadienne se développe à un rythme raisonnable. Notre gouvernement créera un climat de stabilité et se méritera la confiance des Canadiens. Nous pouvons attirer des capitaux au Canada et nous arranger pour accroître la productivité de notre grand pays, ce qui permettra de créer des emplois pour les Canadiens.

Nous pouvons faire beaucoup de choses pour améliorer la conjoncture économique. Nous devons remettre de l'ordre dans nos finances afin de limiter puis de renverser le phénomène de la croissance massive de la dette publique. Le 8 novembre, avec ses reports, ses compressions et ses transferts, le ministre des Finances (M. Wilson) nous a fait économiser 4.5 milliards de dollars et a imputé 2.2 milliards au déficit. Notre politique doit favoriser les investissements, stimuler la créativité et nous rendre plus concurrentiels sur les marchés mondiaux. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) a

décidé de créer Investissement Canada. Grâce à cela, nous pouvons nous attendre à voir arriver des capitaux au Canada.

Les membres du cabinet conservateur ont commencé à effectuer des déplacements au Canada et continueront de discuter ainsi avec leurs homologues provinciaux, le patronat, les syndicats et les autres citoyens. Le gouvernement n'agit pas sans avoir consulté les intéressés au préalable.

En terminant, je voudrais rappeler que le gouvernement a été élu par les citoyens, qu'il travaille pour eux et qu'il est bien décidé à les écouter.

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir intervenir dans le débat cet après-midi. Ce débat me paraît, pour ma part, assez exceptionnel, d'après ce que j'ai vu depuis que je siège à la Chambre.

La Chambre est en effet saisie du projet de loi C-11 visant à autoriser le gouvernement à emprunter. Elle en est saisie depuis trois ou quatre semaines, et cette mesure a subi amendements sur amendements, tous proposés par l'opposition. Mais il semble que nous allons accomplir des progrès aujourd'hui à cause du caractère exceptionnel du débat et du fait que nous discutons également du principe d'universalité et de politique sociale. J'aimerais parler brièvement de deux principes qui y sont reliés. J'aimerais parler également du pouvoir d'emprunt dont dispose le gouvernement pour payer le déficit.

En ce qui a trait à la question de l'universalité des programmes sociaux, je me suis réjoui d'entendre cet après-midi le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) exposer très clairement et très fermement la politique et la position du gouvernement. Je crois que par ses propos, il a précisé une fois pour toutes la position actuelle du gouvernement et celle que notre gouvernement a toujours défendue. Le ministre a abordé dans son exposé deux points dont je suis très convaincu. Il a affirmé qu'il s'agit des pierres angulaires de ses convictions et de la politique du gouvernement. La première, c'est le principe de l'universalité, et la seconde, la répudiation du critère du besoin. Je tiens à appuyer de tout coeur les déclarations du ministre et à l'en féliciter.

Le ministre a également dit que l'ensemble des programmes sociaux seraient réexaminés pour voir s'il y aurait possibilité de les rendre plus productifs avec les mêmes revenus. A mon avis, c'est sur ce thème que portera notre débat durant l'année qui vient. Une fois que le gouvernement aura publié les documents de travail, nous aurons l'occasion d'étudier à fond cette série de programmes et de décider de la meilleure façon d'améliorer le sort des Canadiens.

● (1520)

Je sais que les députés de l'opposition qui sont présents aujourd'hui, ainsi que leurs collègues absents, sont convaincus qu'il faut essayer d'aider les défavorisés et les gagne-petit. Je sais qu'ils vont participer sérieusement au débat pour essayer d'améliorer le système pour tous les Canadiens. Presque tous les orateurs de l'opposition nous ont dit que c'est leur parti qui l'a mis en place; j'espère qu'ils vont collaborer avec nous pour le perfectionner.